
LA COOPÉRATION DES IDÉES

POUR L'ÉDUCATION

On répète volontiers aujourd'hui que notre génération manque de caractères, et que, si elle peut prétendre à une certaine supériorité intellectuelle, la volonté lui fait défaut. C'est là une vérité devenue banale. Une affirmation qui ne l'est pas moins et qui trouve un écho dans les milieux les plus divers, c'est que notre infériorité morale provient uniquement de notre système d'éducation. Et comme il faut s'expliquer à soi-même et aux autres la raison de notre déchéance morale, les difficultés au milieu desquelles se débat notre génération, on a cru facilement trouver le bouc émissaire de nos péchés. La grande coupable, dans notre société moderne, c'est l'Université! Elle qui se donne pour la dispensatrice de l'éducation nationale, que fait-elle? Elle prend l'enfant dans son terrible engrenage, et malgré les années pendant lesquelles elle le garde dans ses établissements, elle ne réussit pas à faire germer en lui la volonté de l'homme.

On le répète de toutes parts; on le dit, et'on l'écrit: l'affaissement des caractères n'a qu'une cause, l'éducation défectueuse à laquelle nos enfants sont soumis. Et ceux qui crient le plus fort, prennent facilement le ton de réformateurs, en dénonçant les abus dont ils nous plaignent d'être les esclaves, se donnent ainsi à eux-mêmes un certificat d'innocence, car ils ne sont pour rien dans nos maux. La faute en revient à nos seuls éducateurs, au système qu'ils appliquent, aux programmes qu'ils élaborent. Sus à l'Université! tel semble avoir été le mot d'ordre de ces nouveaux croisés. Littérateurs, hommes politiques ne connaissant pas toujours bien le sujet dont ils parlent, tous réprouvent notre éducation, tous, censeurs de la société moderne, semblent voir avec des verres grossissants les défauts du puissant organisme qui distribue l'éducation à notre démocratie, mais deviennent soudainement myopes si on les invite à faire retour sur eux-mêmes, et semblent ne pas comprendre quand on leur dit qu'il serait légitime de regarder ailleurs que dans les classes de nos lycées.

* * *

Nous sommes habitués à ces violents réquisitoires. Depuis Victor de Laprade et son *Education homicide*, les détracteurs de l'Université ont changé de ton.

Ce fut d'abord M. Maurice Barrès (1) qui, dans un poignant et bruyant roman, a dit son fait à l'enseignement universitaire, en nous montrant les résultats auquel il conduit ses initiés. L'Université ne fait de ses élèves que des *Déracinés* « en les détachant du sol et du groupe social où tout les relie, pour les placer hors de leurs préjugés dans la raison abstraite ». Ces Lorrains, soumis à la discipline Kantienne de Bouteiller, leur professeur de philosophie, n'ont pu comprendre le principe de la dignité humaine qu'il voulait leur inculquer; et leur éducation n'a développé en eux qu'une tendance de leur énergie. Tous ont été

(1) Barrès : *Les Déracinés*, Fasquelle, éditeur.

hantés par le désir d'aller à Paris « le rond-point de l'humanité », qui est devenu « la patrie de leurs âmes ». Et ces jeunes gens, en qui on aurait dû cultiver les facultés originales, résultant de leurs ascendants régionaux, n'ont pu faire que des journalistes véreux, des politiciens de bas étage, acculés aux extrêmes difficultés qui les conduisent au crime, et l'un d'eux à l'échafaud.

Voilà votre œuvre, Bouteiller, vous, le Kantien intègre, qui remplissiez votre cours de belles formules sur la patrie, la vie du citoyen, et la responsabilité morale ! Voilà ton œuvre, Université, qui plies à des programmes inflexibles les natures les plus diverses, et les produits de tous nos terroirs !

La cause de nos maux, c'est donc l'Université, « ce puissant instrument d'Etat pour former des cerveaux ». C'est son professeur, semblable au « sergent instructeur qui communique à des recrues la théorie réglée en haut lieu » ; c'est son Bouteiller, ambitieux sans scrupule, « fils de la raison », qui, formé par le système qu'il applique aux autres, ne se préoccupe pas d'ajouter à la variété et à la spontanéité de l'énergie nationale.

Si bonnes que soient les intentions de M. Barrés, ses confusions et ses erreurs n'en sont pas moindres. Quand il était élève au lycée de Nancy, il a pu avoir à se plaindre des doctrines de son professeur de philosophie, mais l'Université ne contient pas que des Bouteiller. Et pourquoi prétendre que l'éducation doit laisser à chaque individu les préjugés, les idées propres à la terre qui l'a vu naître ? On se plaint assez de nos divisions, de l'incohérence de notre pays ; n'est-ce pas le but de l'Education universitaire de rapprocher tous les Français, de les faire communier dans les grandes pensées qui doivent les guider tous ? S'il se trouve, parmi nos lycéens, un Racadot ou un Mouchefrin, il n'est pas légitime d'imputer à l'Université leur impuissance et leur mauvaise conduite. Elle n'a pris envers personne l'engagement de rendre des saints, alors qu'on lui confie des natures perverses. On n'ignore pas quels désastreux effets produit sur des cervelles mal préparées l'éducation qui a chez d'autres de fécondes conséquences. Mais, parce qu'il y a des chaudières qui éclatent, doit-on condamner la vapeur ?

*
* *

Tout récemment encore, avec plus de calme apparent, mais non moins de colère contenue, sous la forme d'un roman émouvant « dédié aux mères françaises », M. Jean Aicard nous a raconté, avec sa grâce habituelle, *l'Âme d'un enfant* (1). Ce sont les souffrances d'un pauvre lycéen que la nature et ses moindres faits remplissaient de fécondes émotions. « Les bestioles lui sont chères et caressantes... Un rayon de soleil, traversant la vitre le matin, et tombant sur son lit l'enchantait faisant bondir son cœur, troublé d'une espérance indéterminée ». Mais bientôt on l'envoie au lycée ; l'enfant joyeux devient alors l'élève que ronge la tristesse de sa vie d'interne, obligé de se plier aux exigences de la discipline.

Il est toujours intéressant de voir un homme d'âge mur repenser ses années d'écolier, et porter sur elles un jugement que la distance doit rendre plus impartial. Si l'on doit concéder que tout n'est pas erreur ou exagération dans les reproches que l'on adresse à notre Université, et surtout à ce mal nécessaire de notre éducation : l'internat, qui est quelquefois, je le veux bien, « l'eau de Jouvence des mères qui dansent, » ne doit-on pas aussi avouer que, trop souvent,

(1) Flammarion, Editeur.

ceux qui parlent de notre enseignement évoquent, malgré eux, des faits vieux de cinquante ans, sans songer au chemin que nous avons parcouru ? Pourquoi reprocher à notre Université d'être une « marâtre sans cœur, un monstre mécanique qui mange les âmes des adolescents » ? M. Jean Aicard vante « l'internat libre » tel qu'il l'aurait connu dans une maison d'éducation aux environs de Paris. Qu'il aille dans nos lycées ; et il pourra constater le même souci de l'éducation morale, les mêmes prévenances et la même affection du chef de la maison et des maîtres envers les enfants qui leur sont confiés. Il verra si le lycée, distributeur d'une « éducation de mort », empêche chez les écoliers la naissance de la dignité intime. Certes, je le reconnais, l'Université a été trop longtemps l'esclave des traditions laissées par un homme qui, s'il avait vaincu l'Europe, ignorait le naturel de l'enfant, et n'avait aucune des qualités de l'éducateur. « Mes chagrins, dont mon âme a gardé l'indélébile marque et comme un pli habituel que rien ne défera jamais, me venaient de la nécessité d'être soumis à une règle rigoureuse, incarnée en des hommes à qui il était défendu de nous montrer de la tendresse. Nous n'avions pas le droit de rien discuter. Rien ne nous relevait à nos propres yeux de cette déchéance d'obéir toujours, au plus vite et machinalement, sous peine de punition. Le plus sage était celui qui montrait le moins d'initiative. » C'est la peinture du bague napoléonien. Pour Napoléon qui voulait un peuple de fonctionnaires soumis, le collège n'était que le prélude de la caserne. Mais les temps sont bien changés ; et si nos vieux lycées ont encore leur façade revêche et triste, ce n'est plus « par l'ennui et pour l'ennui » qu'on y élève les générations.

Pourquoi rendre l'Université responsable de tout le mal dont nous souffrons ? Ne serait-il pas juste, quand on veut juger notre civilisation, d'estimer tous les facteurs qui concourent à la former ? Si le mode d'éducation est un élément essentiel de la constitution de notre caractère, ce n'est pas à lui seul que revient la faute de nos défaillances, et la responsabilité de notre faiblesse morale. Ne considérons pas seulement ce que fait, pour l'éducation nationale, le corps qui a mission de la donner, et qui, pour des motifs dont il est innocent, n'atteint pas toujours le but proposé.

* * *

Ne craignons pas de le dire : la faiblesse de notre génération vient de nous-mêmes ; c'est la société qui est la grande coupable. A quelque degré qu'on la considère, ou bien elle se désintéresse de l'éducation, ou bien elle n'est pas à même d'en recevoir les bienfaits.

Notre aristocratie ne pense qu'au plaisir ; pour elle, la vie s'écoule dans les fêtes ou les scandales ; le milieu factice, qui est le sien, n'est pas propre à tremper les caractères. Quelle supériorité y reconnaît-on ? Celle que donne la richesse, et ce que l'on décore du nom de bonnes manières. Souvenez-vous de ce que dit de son enfance le De Ryons de Dumas fils ; ses paroles traduisent, brutalement peut-être, les pensées ordinaires d'un jeune aristocrate auquel ses parents n'ont pas le temps de donner de bons préceptes et de bons exemples.

Quant à nos classes moyennes, s'intéressent-elles à un objet aussi capital que le progrès moral de la société ? Notre bourgeoisie joue-t-elle actuellement le rôle auquel l'appelleraient et le nombre des individus qui la composent et sa situation relativement indépendante ? Elle ne sait pas ou ne veut pas profiter des moyens qui lui sont offerts. Elle ne fait pas tout ce qu'il faut pour être la classe dirigeante qu'elle pourrait être. On pourra pendant longtemps déclamer contre

l'internat universitaire, dire qu'il asservit les caractères. Il y a une autre cause à cet affaissement général : c'est le rétrécissement de l'esprit public, la négligence de chacun pour tout ce qui est grand et noble, ou tout au moins, sérieux (.). Qui de nous se pose jamais cette question : Qu'ai-je fait, ou que vais-je faire pour le bien de tous ? Loin de là, on s'enferme dans l'horizon des intérêts prochains ; à part quelques exceptions, les idées de nos contemporains ne se haussent pas au-dessus de l'événement du jour, des intrigues politiques ou autres, susceptibles de compromettre une fortune, ou une situation.

Nos classes populaires, nées depuis peu à la véritable vie de la cité, et capables d'y participer activement, n'ont pas encore les moyens de nous donner des générations fortes et morales. Malgré tout ce qui a été fait pour l'école primaire, malgré les sacrifices que je ne trouverai jamais assez grands, on n'a pas encore fait tout ce qu'il est possible pour dégager de l'âme populaire les virtualités qui sommeillent en elle. Et c'est pour cela que l'enfant de l'ouvrier est très souvent négligé. Si son éducation est abandonnée au hasard, si, au sortir de l'école, il ne trouve pas les soins moraux qui lui sont dûs, à qui la faute ? Le père, retenu à l'usine ou à l'atelier, ne peut songer à lui. La mère elle-même est obligée, par son travail, d'augmenter les revenus du ménage, et de remédier à l'insuffisance du salaire du mari. Etonnez-vous, après cela, que l'enfant abandonné aux tentations de la rue, sans foyer où s'abriter pendant l'absence des parents, soit entraîné aux pires excès, et grossisse plus tard ce que l'on a appelé « l'armée du crime ? » Que les salaires ouvriers soient augmentés, de façon à rendre la femme à son rôle de mère et d'éducatrice ; que l'on donne à ces modestes intérieurs, un peu de gaieté et de soleil, par l'aisance que produit le travail, alors les enfants du peuple seront élevés comme ils doivent l'être, alors surgira dans leur âme l'idée de la vie honnête et simple. Quand auront disparu les difficultés atroces de l'existence au milieu desquelles se débattent certains ménages ouvriers, quand notre peuple n'aura plus de raison pour devenir la proie des utopies socialistes et des doctrines révolutionnaires, alors l'éducateur pourra donner à la patrie des caractères fermes et des esprits solides, dévoués au bien de tous.

Le problème de l'éducation se double d'un problème social. Ce sont nos conditions d'existence à tous, riches et pauvres, qui doivent être changées. Si, après la révolution politique, il faut une révolution morale, il faut qu'elle se fasse dans l'esprit de tous, dans la volonté de notre bourgeoisie qui se paie trop facilement de mots et s'accommode du fait accompli pour ne pas se convaincre qu'il y a autre chose que lui.

Serons-nous assez veules pour toujours étayer notre vie sur des « mensonges conventionnels », s'infiltrant dans nos idées, corrompant les consciences, dénaturant les plus droites, et donnant de l'audace aux hommes pervers ?

Parlons de nos enfants. Mais on aura beau refaire des programmes, consulter des assemblées savantes, tout sera caduc, si nous n'agissons pas d'abord sur l'esprit de nos contemporains, si nous ne leur faisons pas comprendre, en les arrachant à leur apathie, qu'il y va du salut de la nation.

JULES DELVILLE.

(4). Cf. Notre étude sur *l'Esprit public et l'Education*, dans la Revue d'Enseignement primaire et supérieur, 5 juin 1898. — E. C. : *L'Education de l'Esprit public* (dans *l'Ecole Laïque*, de Toulouse, 8 janvier 1899).

LE TRAVAIL DES FEMMES

(Suite. — Voir N° 37.)

Aux Etats-Unis, si la dégénérescence n'est pas plus profonde, c'est que les mariages se font avec des étrangers, et que la race était vigoureuse ; mais des symptômes non équivoques témoignent du mal, et les maladies nerveuses deviennent un véritable danger public.

Le travail de la femme tend à acquérir en extensité ce qu'il perd en intensité, et c'est le sweating-system, les journées de 14 heures à l'atelier, prolongées encore de 2 ou 3 heures à la maison. L'épuisement du système nerveux ne se fait pas attendre avec toute la série des misères physiologiques qui en découlent.

Autre et terrible procédé d'élimination : le chômage, — le chômage dont on souffre d'autant plus que le salaire, même dans la bonne saison, est insuffisant. Beaucoup d'ouvrières sont, par ce fait, des prostituées intermittentes. Je ne citerai qu'un fait, d'autant plus caractéristique qu'il s'applique à des privilégiées. Dernièrement, dans le département de la Seine, pour 115 places d'institutrices, il y avait 6.847 candidates. Que vont faire les 6.732 autres ? Et, je le répète, il s'agit ici de privilégiées.

Enfin, le troisième grand procédé d'élimination, c'est le salaire de la femme, qui n'est et ne reste en général qu'un salaire d'appoint, — ce qui empêche la femme, fort heureusement d'ailleurs, de conquérir cette indépendance absurde, anti-sociale qu'elle se flattait d'obtenir en travaillant.

Voici quelques chiffres : à Amsterdam, un tablier (1 heure 1/2 de travail) est payé 4 centimes ; à Nimègue, le même travail n'est payé que 2 centimes 1/2. La couturière en Hollande gagne 1 fr. 25 par jour au maximum.

En Allemagne, les salaires de l'ouvrière ne sont guère plus élevés. A Berlin, l'ouvrière qui gagne 10 fr. par semaine est une privilégiée. « A Breslau, on a, comme moyenne des salaires, pour la grande majorité des ouvrières, 6 marks (7 fr. 50) au maximum, et il y en a un nombre assez considérable qui ne gagnent que 3 à 5 marks par semaine » (*Le Monde Economique*).

En Autriche, la situation de la femme qui travaille est atroce. M. Funck-Brentano (*la Science Sociale*, p. 203) cite une enquête qui a été menée par les syndicats de Vienne : « Chez les couvreurs, dit-il, la femme prépare et porte le matériel par des échelles jusqu'au toit, et gague, pendant la bonne saison, 70 à 75 kreutzers par jour, aussi maltraitée par les maîtres que par les ouvriers, qui se déchargent de tous les gros travaux sur elle. » Chez les maçons, la situation de la femme est la même. « Elle prépare et porte le mortier, ordinairement sur la tête, par poids de 12 à 15 kilos. De plus, la journée accomplie, elle doit éteindre la chaux vive jusqu'à onze heures et minuit, et gagne à ce labeur d'esclave au plus 5 florins par semaine. Quand elle ne retourne pas dans son pays, l'hiver, elle gagne sa vie en ramassant la neige à coups de pelle. Et tout cela vit de café le matin, de café à midi, avec des pommes de terre, et de café le soir, avec du pain, habite à 10 et 15 dans les locaux, hommes, femmes, enfants ensemble, quand on ne séjourne pas dans les fours à chaux abandonnés. Dans la plupart des industries, 5 florins par semaine est considéré comme un salaire élevé. » La mortalité est énorme par suite de fausses-couches, intoxication, tuberculose. On constate des morts par excès de travail. « Un médecin constate la mort de faim

d'une ouvrière en plein travail ! Les brodeuses de perles d'or travaillent 11 heures par jour et gagnent 4 fl. 20 par semaine. Leur tâche est tellement lourde qu'elles ne la supportent que pendant quelques mois ; d'ailleurs, pendant l'été, il n'y a point d'ouvrage. Les ouvrières en chambre ne gagnent que 3 florins. »

En France, le salaire de la femme est, dans l'ensemble, égal à environ moitié de celui des hommes. (Enquête de l'Office du travail sur les salaires). La moyenne des salaires pour l'ensemble des industries est de 3 fr. 95 pour l'homme et de 2 fr. 10 pour la femme. Pour la Seine seulement, on trouve une moyenne de 6 fr. 15 pour les hommes et 3 francs pour les femmes. La situation de l'ouvrière à Paris est caractérisée par ce mot typique que j'emprunterai au livre de M. Charles Benoist (*les Ouvrières de l'aiguille*, p. 93) : « Une brodeuse est aux pièces, et, de 8 heures du matin à 7 heures du soir, orne des casquettes, à raison de deux pour trois sous. Elle gagne, à ce métier, 11 fr. 50 par semaine. Comment celle-là fait-elle pour vivre ? Une de ses voisines répond : « Elle est entretenue, heureusement ! » Et c'est vrai, hélas ! — Heureusement ! » M. du Maroussem. (*La Question ouvrière*) note que pour la fabrication des bûches en carton, une mouleuse habile gagne 3 fr. par journée moyenne de 16 heures.

Accumuler les faits et les chiffres serait fastidieux. Cependant, je tiens à dire quelques mots de l'intervention législative contre les abus de l'industrialisme à propos du travail des femmes. On veut forcer la société à digérer le travail des femmes, et l'on a recours à la réglementation et à tous les procédés empiriques. Ceci est déjà, pour le sociologue, l'indication certaine que le travail des femmes est pathologique. On oublie que les phénomènes qu'on prétend contenir dans des règlements sont trop complexes, trop actifs pour ne pas les déborder de toutes parts. Toute protection légale économique se fait nécessairement contre ceux-là même qu'on se propose de protéger. La réglementation du travail des femmes, c'est un moyen de réduire encore son infime salaire, et par là celui de l'homme. Je me hâte d'ajouter que le devoir de l'Etat est, cependant, d'intervenir s'il le peut.

Voici le vœu que M^{me} Vincent faisait adopter à un des derniers congrès féministes :

« 1^o Journée de travail, pour les femmes et les jeunes filles, limitée à six heures.

» 2^o Interdiction du travail de nuit aux femmes, filles mineures et aux enfants.

» 3^o Interdiction du travail aux femmes enceintes, deux mois avant et deux mois après leur accouchement.

» 4^o Interdiction des professions reconnues insalubres, aux femmes, filles mineures et aux enfants.

» 5^o A travail égal, salaire égal.

» 6^o Les conseillers prud'hommes et prud'femmes seront chargés de veiller à l'application de ces règlements dans les ateliers et manufactures.

» 7^o Application de ces dispositions à toutes les femmes, filles mineures et enfants employés dans les usines, fabriques, ateliers, manufactures, magasins de l'Etat ou de l'industrie privée. »

Il est évident que la conséquence immédiate d'une telle réglementation, à supposer qu'elle fût effective, serait la fin presque totale du travail des femmes, — et j'y applaudirais fort.

Nos législateurs ne sont pas aussi révolutionnaires, et ils se contentent des demi-mesures qui sont l'hypocrisie du *statu quo*.

La réglementation est une entrave à l'industrie, et elle substituerait aussitôt,

soit le travail masculin, soit le machinisme au travail féminin. Or, en France, depuis les débuts de la réglementation de 1892, que l'on suit jusqu'en 1895, rien de semblable ne s'est révélé. En 1893, il y avait 338.486 femmes occupées dans l'industrie : en 1895, on en comptait 445.712. C'est donc que la réglementation n'a eu aucun effet, ou que les patrons se sont dédommagés de la gêne qu'elle leur causait en réduisant encore les salaires. Peut-être faudrait-il admettre cette dernière hypothèse, à tout le moins pour celles qui réellement ne pouvaient échapper à la surveillance, ni emporter de l'ouvrage à domicile. Mais dans l'un ou l'autre cas, la situation pour les ouvrières n'est pas meilleure : ou surmenées, ou affamées, ou prostituées.

(à suivre)

G. DEHERME.

LES LIVRES QUI FONT PENSER

La Psychologie du Socialisme, par *Gustave Le Bon*.

(P. ALCAN, éd., 108, bd St-Germain.)

Livre de combat. Et quand l'auteur, qui est un savant de mérite, revient à la science, il oublie trop souvent qu'une société d'hommes ne se traite point comme un produit de laboratoire et qu'elle se conduit d'une manière différente, je veux dire avec quelque spontanéité, quelque volonté, quelque conscience. Le socialisme constitue-t-il un péril pour notre société ? Je le crois ; mais pour des raisons que l'auteur paraît ignorer, et non pour celles qu'il nous donne.

Pour M. Le Bon, l'évolution des sociétés est soumise à trois ordres de facteurs : facteurs politiques, dont l'influence est en somme assez faible ; facteurs économiques, dont l'influence, presque nulle à l'origine, se développe de nos jours considérablement et tend à devenir prépondérante ; enfin les facteurs psychologiques (races, croyances, opinions, etc.) dont l'influence, d'abord énorme, va diminuant de plus en plus. Cette théorie n'est pas très éloignée de celle du socialisme. Le socialisme lui est même supérieur, car il nous laisse espérer un quatrième et puissant facteur : la volonté et la conscience sociales, — que M. Le Bon nie aussi bien dans le passé que dans le présent et dans l'avenir.

Pour lui, comme pour les socialistes d'ailleurs, il est vain de se passionner pour un idéal de liberté, de justice et de beauté ; il est puéril de le vouloir, — la seule attitude raisonnable est celle de l'obéissance aux lois économiques, et il n'y a qu'à suivre, dans une morne passivité, l'évolution de cette force mystérieuse, fatale, qui nous asservit à sa loi. Seulement, les uns et les autres se font les interprètes de cette volonté occulte. Et pour les uns, c'est le collectivisme qui doit se réaliser ; pour les autres, pour M. Le Bon, qui prétend mieux connaître les désirs de ce tyran inflexible, c'est sous un individualisme sec et implacable que nous allons nous courber. Voilà toute la différence. Le fonds est le même, et les résultats seraient identiques : l'universelle lâcheté. J'en trouve encore un exemple dans une curieuse contradiction.

M. Le Bon définit le socialisme : « la réaction de la collectivité contre l'individu », et il ajoute que cette réaction serait fondée et légitime s'il n'y avait pas à défendre les progrès de la civilisation. C'est bien là opposer aux exigences et aux appétits des individualités l'intérêt supérieur de l'ensemble. Ici, suivant sa propre définition, c'est bien l'auteur qui est socialiste, — comme il l'était par sa con-

ception étroitement matérialiste de l'histoire. Cette contradiction domine tout son ouvrage : d'une part, il fera constamment l'apologie de l'égoïsme le plus odieux, il ne parlera que de l'intérêt de chaque individu, il niera la charité, la solidarité, l'altruisme ; et d'autre part, il demandera aux prolétaires de se sacrifier à la civilisation, à l'espèce.

L'auteur recherche les causes du socialisme, et il indique celles-ci : l'exagération morbide de la sensibilité ; le bouleversement et l'instabilité provenant des progrès de l'industrie ; les besoins de l'individu se développant beaucoup plus rapidement que leurs moyens de les satisfaire ; le rôle des financiers ; le pessimisme des penseurs, etc. Voilà des causes nombreuses et complexes. Mais l'auteur a omis les principales : l'isolement intellectuel et moral du peuple, le mépris qu'on a pour lui, et l'esprit de classe des privilégiés qui ne veulent rien de la justice. On a arraché de l'âme du peuple la foi qui le faisait vivre, et on a tout fait, on fait tout encore, ce livre même en est la preuve, pour l'empêcher d'édifier la foi nouvelle, qui le sauvera de l'alcool et du haschisch énervant des rêveries communautaires.

C'est un livre de combat, ai-je dit. M. Le Bon défend une caste — la sienne, — et il s'imagine défendre la civilisation. Il va de soi qu'il ne saurait pardonner aux universitaires de mettre la vérité et la justice au-dessus de cet intérêt de classe. Il leur reproche de trahir la caste de privilégiés dont ils sortent. Ah ! de telles trahisons honorent. Elles sont au profit de ce qui est éternel et universel, et elles expriment tout ce qu'il y a de plus grand dans l'homme. Il fallait s'attendre à trouver chez M. Le Bon la même antipathie pour les « théoriciens » que nous rencontrons chez Bonaparte pour les « idéologues », chez A. Comte pour les « métaphysiciens » et chez M. Maurice Barrès pour les « Kantiens ». En gratant un peu le socialiste et tous les politiciens, on découvrirait le même sentiment contre tous ceux-ci : théoriciens, idéologues, métaphysiciens, Kantiens, qui font appel, contre l'instinct et l'empirisme, à la raison et à la conscience, à la liberté.

Il y aurait une psychologie bien curieuse à faire, et qui aurait beaucoup d'analogie, pour tout ce qui concerne les choses sociales, avec celle du socialiste, ce serait celle du savant pur comme M. Le Bon, qui prétend traiter la matière humaine, comme la matière animale, voire même comme la matière inorganique. « Les civilisations reposent, nous dit l'auteur, sur un petit nombre de croyances, très lentes à se former, très lentes à disparaître ; une croyance ne peut se faire accepter, ou tout au moins pénétrer suffisamment dans l'esprit pour devenir un mobile de conduite, que lorsqu'elle se rattache plus ou moins à des croyances antérieures ; l'homme possède par hérédité des croyances qui servent encore de base à ses institutions et à sa morale, mais qui sont aujourd'hui en lutte permanente avec sa raison. Pour ce motif, il en est réduit à tâcher d'élaborer de nouveaux dogmes se rattachant suffisamment aux anciennes croyances et conformes cependant à ses idées actuelles. C'est dans ce conflit entre le passé et le présent, c'est-à-dire entre notre âme inconsciente et nos raisonnements conscients, que résident les causes de l'anarchie actuelle des esprits. »

La force du socialisme, c'est donc qu'il est une croyance en voie d'élaboration. Ses chances de succès ne tiennent pas à la valeur propre de ses doctrines. Ce serait mal connaître les foules sur lesquels il agit et par lesquels il s'imposera que de le croire. S'il triomphe, ce sera surtout parce que les anciennes croyances vont disparaître ; parce qu'il se présente sous une forme simple et absolue ; enfin parce qu'il se relie aisément aux croyances précédentes.

Pour l'auteur, le socialisme serait donc une vieille idée sous une étiquette nouvelle, c'est toujours le concept latin de l'Etat-providence. L'université, en multipliant les fonctionnaires et les déclassés, ne fait que propager cet esprit centralisateur. L'initiative et l'énergie des individus sont systématiquement annihilées. Qui ne reconnaîtrait ici le thème ordinaire de ceux qui veulent couler le caractère français dans le moule anglais. Entreprise chimérique ! Je ne défends pas la centralisation dont nous sommes affligés ; mais c'est pour repousser avec plus de vigueur le monstrueux rêve césarien et catholique de la centralisation absurde qu'on prépare encore, et qui serait mondiale au lieu d'être nationale. Chaque nation a son rôle. Une nation ne peut être forte et respectée qu'en se tenant à celui qui a toujours fait sa gloire. La France n'est pas utilitaire. On l'a dit souvent ; il est bon de le répéter en ce moment où des hommes prétendent nous faire agir contre nos traditions et notre conscience, au nom de l'intérêt obscur — révélé à eux seuls — de la patrie.

Pour M. Le Bon les institutions d'un peuple procèdent de son caractère ethnique, et l'absorption de l'individu dans l'Etat serait la conséquence du concept latin de l'Etat. Je vois pourtant ce même despotisme gouvernemental en Allemagne, en Autriche, en Belgique, au Danemark, aux Etats-Unis, en Australie, etc., qui ne sont pas des peuples latins que je sache. D'ailleurs, je suis d'accord avec lui pour reconnaître que c'est là un mal, un grand mal. C'est un signe d'aboulie sociale. On n'y remédiera qu'en faisant renaître chez l'individu le désir de l'effort. Mais ce n'est pas en prêchant comme M. Le Bon la soumission aux forces mauvaises ou comme les socialistes la fatalité de l'Eden futur, et partant l'inutilité d'agir, qu'on y parviendra.

M. Le Bon nous décrit le péril jaune. Il raille les pauvres rêveurs qui prétendent substituer peu à peu, dans les rapports entre nations, à l'état anarchique de violences et de déprédations, l'état juridique. Aux lointains âges, où l'on commença d'instituer cet état juridique entre les individus, quelque Le Bon de cette époque, armé de silex taillé et ressemblant plus à l'anthropopithèque disparu qu'à ses contemporains, a dû opposer à ces sages tendances des arguments semblables. M. Le Bon n'agit point une amulette crânienne ni, sur nos fronts, une terrible hache chelléenne, — les procédés de discussion ont fait quelque progrès ; — mais il nous annonce une lutte industrielle et commerciale beaucoup plus terrible que la guerre à laquelle nous avons le mauvais goût de nous refuser. Et pour les nations vaincues, ce sera la chute lamentable et définitive. Vaticiner n'est pas démontrer.

Dans l'Inde, nous dit-il, lorsque l'Angleterre eut mis fin aux guerres incessantes, il se produisit une surpopulation qui amena des famines meurtrières, plus funestes que les guerres. Des millions d'individus disparaissent ainsi périodiquement. M. Le Bon veut trop prouver. Pourquoi les famines seraient-elles plus meurtrières ? La guerre ne tue pas seulement, elle détruit, elle enlève au travail productif la partie la plus active des peuples, elle sélectionne à rebours. Aux temps des guerres constantes, l'Inde devait donc être plus pauvre ; par conséquent, elle ne pouvait entretenir qu'une population moindre, et la destruction du surcroît devait être plus rigoureuse et plus grande. Je ne sais si c'est bien là la cause des famines de l'Inde, en tout cas ce n'est pas une justification de la guerre, — au contraire. L'Inde n'a qu'à vouloir travailler, elle restreindra sa population et elle augmentera ses ressources.

Il y a une différence capitale d'ailleurs entre la guerre et ce que M. Le Bon nomme la « lutte industrielle » : dans le premier cas il y a destruction toujours ;

et dans le second, production : les résultats doivent être quelque peu différents, ce me semble. Evidemment, les progrès industriels ont pu donner lieu tout d'abord à des désordres dont quelques individus, voire même quelques nations ont pu souffrir momentanément ; mais tout cela va s'organiser, consciemment ou non. M. Le Bon en est encore à la vieille erreur de la balance du commerce. Il est obsédé par le concept darwinien de la lutte, qui est un pur sociomorphisme, comme récemment nous le montrait M. de Roberty. Il craint entre l'Orient et l'Occident une lutte industrielle formidable entre individus à besoins inégaux — et dans laquelle les occidentaux seront fatalement battus. Il y a un demi-siècle que Bastiat a fait justice de ces sophismes.

L'homme, par cela même qu'il est conscient et qu'il prévoit, peut combiner, je l'ai dit déjà, les différents facteurs sociaux pour créer une forme nouvelle, et qui le satisfait mieux. Ainsi, il commence à remplacer la concurrence par la coopération.

Si nous continuons à vouloir trop de bien-être et de loisir pour nos ouvriers, si par une sentimentalité malade nous persistons à conserver nos infirmes, nos faibles, nos inadaptés ; si nous nous opposons à ce que la faim fasse disparaître tout le résidu de notre civilisation, les asiatiques, M. Le Bon nous en avertit, vont monopoliser toute l'industrie, le commerce et l'agriculture. Une telle menace nous fait sourire. S'il était possible qu'une seule partie du monde accaparât toute l'industrie, tout le commerce et toute l'agriculture et qu'elle voulût absolument travailler ainsi pour nous, eh bien ! où serait le mal ? Nous nous reposerions voilà tout. Si les jaunes travaillent pour tous, les blancs chanteront et penseront pour tous, — et ils mèneront le monde. On se tromperait étrangement si l'on prenait à la lettre les affirmations de M. Le Bon. Je le répète, il est visible que, comme M. Garofalo dans sa *Superstition socialiste*, il a voulu faire un livre de combat qui agit plus sur nos sentiments que sur notre raison. Et c'est un vieux procédé, qui a réussi souvent, d'évoquer un spectre pour combattre une idée : spectre jaune, spectre rouge, spectre noir, spectre allemand. Règle générale : lorsqu'on emploie ce procédé grossier, c'est qu'on défend des intérêts, des préjugés, non la vérité et la justice. Le malheur, pour ces auteurs, c'est que nous ne croyons plus aux fantômes, ni aux forces occultes : nous ne croyons plus qu'à nous-mêmes, à la grandeur de notre mission et à la force de notre volonté. Tout ce que l'homme a voulu, il l'a réalisé. Et si, demain, il *voulait* la justice, eh bien ! malgré tous les malentendus, tous les intérêts, tous les instincts qui lui sont hostiles, demain nous réaliserions la justice. Le suprême péril, le mal absolu, c'est l'obscurcissement de la conscience et l'affaiblissement de la volonté, et partant l'inertie. Les idées de M. Le Bon, qui sont dépressives, sont par cela même des idées dangereuses. J'ai dit que je croyais le socialisme un danger, comme l'auteur, mais pour d'autres raisons que lui. Ce n'est pas pour ses aspirations à la justice, pour ses chimères, pour ses violences même, que je crois le socialisme mauvais ; mais pour ce qu'il a chez lui de déprimant. Il a propagé la veulerie universelle en détournant le travailleur de l'effort, en lui faisant croire que l'entité évolutive et que des idoles : Etat ou Révolution, pouvaient seules améliorer, sans qu'il ait à s'en occuper lui-même, sa situation ; en substituant au culte de l'idéal la superstition économique et la « religion du ventre ». Les doctrines ne sont pas des forces elles-mêmes, elles n'ont de valeur qu'autant qu'elles exaltent l'âme des individus, augmentent leur être et multiplient la volonté, en un mot, autant qu'elles font surgir le dieu en nous. Or le socialisme actuel fut tout le contraire, — et c'est ce qui le condamne, et condamne aussi les doctrines dé-

pressives, comme celles-ci : « Nos civilisations ne semblent pouvoir se prolonger, écrit M. Le Bon, qu'avec un asservissement de plus en plus étroit de la masse des travailleurs. L'industrialisme et le machinisme sont condamnés à être de plus en plus compressifs. Ce n'est qu'au prix d'un travail chaque jour plus pénible, d'un formidable surmenage qui nécessitera de véritables hécatombes, de vies humaines, que les peuples industriels et commerçants de l'Europe pourront combattre sans trop de chances d'insuccès sur le terrain économique avec les peuples de l'Orient. Ce sera dans tous les cas une guerre beaucoup plus atroce, meurtrière et désespérante que les carnages militaires de jadis; car aucune illusion, aucun espoir n'y flotteront plus. Les fanaux de la consolante foi des vieux âges ne jettent plus que de vacillantes lueurs et seront bientôt éteints pour jamais. L'homme, qui luttait jadis pour ses foyers, sa patrie ou ses dieux, semble condamné à n'avoir bientôt d'autre idéal dans ses luttes que celui de manger à sa guise ou tout au moins de ne pas mourir de faim. » Cela ne saurait résister à l'examen le plus sommaire. M. Le Bon sait bien que la population tend de plus en plus à rester stationnaire, dans tous les pays, et que la vie active et intellectuelle que se préparent à mener les orientaux aura pour effet immédiat d'atténuer leur fécondité, — qui serait peut-être le vrai péril jaune. La population restant à peu près la même, et la production agricole et industrielle augmentant dans des proportions inouïes, j'ai peine à m'imaginer les famines meurtrières dont nous menace M. Le Bon, et ce retour à l'obsession de l'estomac que connurent nos ancêtres préhistoriques et que connaissent encore les peuplades les plus sauvages. Où passeront les produits? Quelle divinité terrible s'obstinera à les faire disparaître pour le seul plaisir de voir notre pauvre humanité s'épuiser à un labeur sans repos, et mourir lentement de privations?

Plus loin, l'auteur ajoute : « La nature professe une intolérance absolue pour la faiblesse. Elle n'est ni bienveillante, ni cruelle, la nature. Elle songe seulement à l'espèce, et reste indifférente, — formidablement indifférente, — envers l'individu; nos idées de justice, elle ne les connaît pas. » La nature? — Mais il s'agit de la société, — c'est-à-dire d'un état de modification de la nature pour des fins humaines, d'un état de complexité nouvelle des éléments naturels voulu par l'homme, en un mot, d'un état supérieur à l'état de nature; non du monde inorganique ni organique, mais du monde superorganique. Dire que c'est l'homme qui est voulu par cet état, qui au contraire procède de l'homme, c'est évidemment tomber dans la plus grossière erreur.

Les socialistes, à tout le moins ceux de l'heure présente, n'ont jamais parlé de « partage ». M. Le Bon doit le savoir. Pourquoi se donne-t-il la peine de nous montrer que si l'on partageait la fortune de la France, évaluée à 220 milliards, entre ses 38 millions d'habitants, il ne reviendrait à chacun que la modeste somme de 5,500 fr. Il en est beaucoup qui s'en contenteraient; et si nous faisons un autre calcul, il y a mieux. 5,500 fr. par tête, cela fait, pour une famille ordinaire de cinq personnes, 27,500 fr., soit un revenu moyen de 900 fr., ou encore le minimum d'existence que Fourier voulait assurer à tous les membres du phalanstère. M. Le Bon nous démontre qu'il serait possible de l'assurer à chacun. Il faut lui en savoir gré. Malgré ses tendances pessimistes, et contrairement à ses précédentes assertions, il constate également que les classes ouvrières s'élèvent peu à peu. « Le phénomène de l'accroissement des salaires aux dépens de la rétribution du capital, s'observe partout... Le salaire de l'ouvrier continuera sans doute à s'élever ainsi, jusqu'à ce qu'il ne reste plus de disponible que le minimum indispensable à la rémunération, non pas même du capital dépensé dans

une entreprise, mais simplement des administrateurs nécessaires pour la diriger. » Mais la voilà l'évolution vers la justice économique, vers la réalisation de ce qu'il y a de vraiment bon dans le socialisme ! M. Le Bon ajoute il est vrai : « C'est là du moins la loi de l'heure présente ; mais ce ne saurait être celle de l'avenir. Les capitaux immobilisés dans d'anciennes entreprises ne peuvent éviter la disparition qui les menace ; mais les capitaux futurs sauront mieux se défendre ». Que de contradictions ! D'abord, ici, puisqu'il s'agit de sa croyance propre, M. Le Bon cesse d'invoquer la loi d'airain de l'évolution, ensuite, à des faits, il oppose une prédiction, — il lui accorde une valeur absolue ; enfin, après avoir nié la possibilité des prévisions sociologiques, il se permet d'en faire et de les donner comme certaines. Il en fait même très souvent. C'est un prophète que M. Le Bon.

Dans cette marche ascendante vers un meilleur devenir de justice, il ne voit pas, ou il ne veut pas voir, l'aspiration de l'homme qui se réalise par son propre effort. En dehors de l'homme, il n'y a cependant pas d'autre force qui puisse déterminer la meilleure rétribution du travail et une plus équitable distribution des richesses.

D'ailleurs, c'est grâce à ces contradictions incessantes que la *Psychologie du socialisme* est un livre qui vaut d'être lu. Ainsi, l'auteur paraît être partisan de la coopération et de toutes les formes de l'association, qui ne sont que les conséquences sociales des sentiments de solidarité, de charité et d'altruisme qu'il attaque plus haut, avec une incompréhension complète du social. Il remarque ainsi, fort justement, que les intermédiaires entre producteurs et consommateurs, entre acheteurs et vendeurs, nous coûtent 7 milliards par an, — le double de ce qu'on paye d'impôts et beaucoup plus que le tribut prélevé par le capital.

La coopération fera disparaître la concurrence, et conséquemment tous les maux dont M. Le Bon cherche à nous effrayer. L'homme, conscient et fort, deviendra le maître des forces sociales, et il en dirigera les manifestations comme il dirige certaines forces naturelles. Bien qu'il use et abuse de la prévision sociologique, sous sa forme la plus simpliste et la plus contestable, M. Le Bon la déclare quasi-impossible, à cause de la complexité infinie des phénomènes sociaux. Or, je crois avoir montré, dans un précédent article sur la prévision sociologique, que cette extrême complexité est précisément une condition de prévision. Il faut tenir compte aussi de la volonté. L'homme ne sort pas de lui-même ; ce qu'il prévoit est toujours un peu ce qu'il désire, et ce qu'il désire avec force, toujours il le réalise. Il est donc nécessaire d'avoir un haut idéal. Ainsi la prévision sociologique sera de plus en plus certaine, car la volonté sera de plus en plus forte — il ne tient qu'à nous, — et les forces à son service, ses moyens de plus en plus puissants. Savoir pour prévoir, afin de pourvoir, — c'est toute la science.

« Dans l'évolution future du monde, nous dit encore l'auteur, ce seront les intérêts et non des sentiments qui régiront les âmes. La pitié, la charité, l'altruisme sont des survivances sans prestige et sans action d'un passé que nous voyons mourir. L'avenir ne les connaîtra plus. » C'est exactement le contraire de la vérité. La violence et la haine sont dans le passé. Pour l'auteur, inadaptés, dégénérés, déclassés sont les soldats tout désignés de la révolution sociale, et il n'y a qu'une solution, puisque la sensibilité morbide de notre époque nous fait repousser l'élimination lente (contradiction), il nous faudra employer avant peu l'élimination brutale et sanglante. Il est de toute évidence que M. Le

Bon ignore absolument ce qu'est une société, ce qui la crée, ce qui la maintient et ce qui la développe. Il prédit la révolution sociale et la destruction des civilisations occidentales. Il cite Proudhon, Laveleye, Molinari, Spencer. Il parle de la tyrannie des syndicats. Il cite le Syndicat des employés de chemins de fer avec ses 80,000 membres. « Ce sont des armées toutes puissantes, dit-il, obéissant sans distinction à la voix d'un chef, et avec lesquelles il faut absolument compter. » Or tout cela est mal observé. Tout le monde sait que les syndicats n'ont aucune influence sur la masse des travailleurs. Les 80,000 membres du Syndicat des chemins de fer n'existent que sur le papier : 20,000 à peine payent leurs cotisations. Quant à la tyrannie des chefs, on a pu voir ce qu'elle était par la tentative de grève des chemins de fer qui a misérablement échoué.

Tout le livre de M. Le Bon est là : pour combattre le socialisme, il agite tous les diables et tous les enfers de son imagination. Il y a mieux. Proudhon avait des armes plus sûres : la justice et la liberté, Mais il paraît bien que M. Le Bon ne veut ni de l'une ni de l'autre : il craindrait de passer pour intellectuel, alors qu'il veut surtout paraître homme d'Etat. Il y a encore de telles aberrations. Mais l'empirisme n'est pas la science. Quoi qu'il en soit, son livre vaut d'être lu. La pensée pour s'éveiller a besoin d'être cinglée parfois, d'être bousculée : M. Le Bon s'y emploie à merveille. Son livre touffu, mal composé, écrit, semble-t-il, avec la préoccupation constante d'exaspérer le lecteur et de rendre enragé le critique, a cependant une valeur précieuse : il contient des idées. Et ceci est assez rare, malgré la surproduction monstrueuse de bouquins inutiles, pour qu'on s'y arrête, et qu'on lise.

L'Enfermé, par *Gustave Geffroy*

(E. FASQUELLE, éditeur, 11, rue de Grenelle.)

M. Gustave Geffroy est un pur artiste, il va à la beauté saine et simple, à la vie, à l'action. Son œuvre est autrement forte que les sempiternelles divagations sur l'adultère et le stupre des pornographes, de qui l'imbécillité morale et intellectuelle s'avère quotidiennement tout le long des colonnes des grands journaux « littéraires ». Son livre, c'est de la pure beauté.

C'est mieux encore : de la pensée, de la science et de l'action. On cherche une nouvelle formule d'art. Elle existe : la voici. Si l'on reste aux anciennes, c'est qu'il manque à nos littérateurs la moelle qu'il faut pour oser sortir des banales romances érotiques et perverses. M. Gustave Geffroy a ce qu'il faut, et il n'a pas attendu le manifeste d'un chef d'école pour s'évader. Son livre, c'est de la force, du soleil, de la liberté. Et c'est superbe !

Et quel sujet : Blanqui. L'Enfermé ! L'énigmatique nain révolté, aux mains gantées de noir, à la voix sourde, aux yeux insondables. Blanqui, le Vaincu du Siècle. L'auteur a su ressusciter, immortaliser cette figure tragique. Elle vit, elle vibre. Nous la voyons lutter, lutter toujours, et toujours souffrir. C'est beau !

On n'attend point que j'analyse ce chef-d'œuvre. Mais lisez ceci. Les Trois Glorieuses sont terminées. Le sang a coulé entre les pavés. Barbier a hurlé ses terribles iambes, et il est retombé au silence, ou, ce qui est pire, à la médiocrité. Le bourgeois commence à s'enrichir. Chacun est retourné à ses « affaires », à ses petits intérêts, à ses petites saletés ordinaires. Trois jours d'héroïsme et de lutte pour l'idéal : c'est beaucoup pour la masse des hommes. Combien ne

les ont pas eus, ces trois jours d'enthousiasme? Mais Blanqui, lui, ce fut toute sa vie. La « meilleure des Républiques » est donc installée. Lisez ceci : « Auguste Blanqui fut de ceux qui ne désarmèrent pas. Un mélange se fit à cette époque dans son caractère, un courant de négation, ou plutôt de méfiance, s'établit dans son esprit parallèlement au courant de croyance. Il continua de penser violemment qu'un groupe d'hommes déterminés pouvait commander une situation et changer l'état d'une société, et en même temps, il affirmait avec colère et pessimisme qu'aujourd'hui était forcément semblable à hier, et que demain serait semblable à aujourd'hui... Le cruel souligneur des niaiseries, des entêtements, des hostiles refus de l'humanité, gardait l'espoir quand même. Par une simple opération mentale, il substituait la minorité en marche à la majorité satisfaite, il restait apôtre en se faisant négateur, il jouait, malgré lui, un rôle dans l'œuvre éternelle de l'évolution, faite de progrès et de reculs, rythme du perpétuel renouveau des espoirs de l'espèce. » Voilà comment M. Geffroy nous révèle les mystérieuses raisons d'agir du Révolté indomptable. Tout l'homme se découvre. Le voici. Un demi-siècle, jusqu'à sa mort, il restera tel. Eut-il un but? Certes; mais jamais il ne le précisa. C'était la République sociale, et cela comprenait toute la justice et toute la liberté, — et tout l'idéal. Il n'eut pas de système. Au fond, peut-être ne croyait-il point aux mécanismes extérieurs, aux arrangements sociaux, — et en ceci il était bien près de la vérité. Mais, parce qu'il était Blanqui, il croyait trop à l'Homme. C'est sur les hommes qu'il faut édifier : on les dirige, on les élève — on ne les force point. Notre âme est solidaire de leurs instincts. « Tandis que les autres chefs de groupes s'empressaient de proclamer leur utopie, de codifier leur idéal, d'enfermer leurs adeptes dans un inflexible cercle de logique, lui, Blanqui, installait à un carrefour de Révolution le visible et attirant drapeau de son incertitude. Son silence appelait à lui tout le monde, tous ceux qu'un mécontentement et une espérance jetaient à la révolte. Il autorisait par son impartialité de terroriste tous les désirs et toutes les illusions, il enrôlait dans la sombre armée ceux qui se présentaient pour marcher et combattre, sans leur demander un mot de passe particulier et une profession de foi identique.

« Blanqui ajournait de parti pris les spéculations et les rêveries de son esprit, il ne définissait pas le but indéfinissable, le mirage sans cesse reculé, reflété on ne sait où, sur la terre aride ou dans les nuages transparents. Après? Qui peut prévoir après? L'instinct de justice et le besoin de vivre suffiront. Les idées, sans cesse, sont traversées, aidées, enrayées par les faits. Qu'on marche pour marcher, qu'on agisse pour agir, infailliblement des résultats viendront par surcroît, puisqu'il en vient toujours, de quelconques. » Cependant, il fut un homme, en un autre sens encore : il aima. C'est dans un cachot qu'il apprit la mort de sa jeune femme, et ce fut la Douleur de toute sa vie. Seules, ses sœurs la connurent. Pour les autres, il resta l'impassible révolté. « Il pleura toutes ses larmes dans la solitude. »

1848. La République, — et tous les espoirs. Blanqui est libre. Pour quelques semaines seulement. En juin, il est déjà en prison. Juin! un torrent de sang : la République, dure aux pauvres, prépare l'Empire. Le bourgeois qui ne comprend pas, le soldat obtus vont entreprendre cette chose abominable d'arracher l'idéal de l'âme populaire.

Dix ans plus tard, Blanqui est libre de nouveau. La France s'amuse. L'Enfermé s'étonne d'avoir l'espace de vant lui, et l'air, et la lumière, et la liberté. Il en est gêné et inquiet. Il se sentait plus maître de lui en prison. C'est autrement

intéressant que les émotions éprouvées par Madame X... lorsqu'elle sort d'une garçonnière. Blanqui a fait de douloureuses expériences, et il commence à voir mieux ce qu'il y a à faire. Mais il est engrené. Il ne peut plus ne pas être l'homme qu'on s'imagine, — et il va.

Voici la Guerre, la Déroute, la Commune ; — pour lui, la prison encore. La prison, sans même avoir pu prendre part à la grande Insurrection parisienne. Durant la guerre, comme toujours, « tout l'effort de Blanqui alla au vide. »

Voici le calvaire du vieux, de Cahors à Morlaix, au château du Taureau. A chaque station, des huées, des foules menaçantes. On traverse la Bretagne. Lisez cette page magistrale : « Dans cette rencontre du révolutionnaire de Paris avec la Bretagne du passé, s'il a croisé les regards avec ceux d'un paysan agité et paisible, gesticulant debout ou assis au revers du fossé, quelque vieillard comme lui, quelque ancêtre vêtu à l'ancienne mode, la courte veste bleue, les larges bracs blancs, le grand chapeau, les bas dans les sabots, quelle étrange confrontation, et quel dialogue muet plus étrange encore ! On voit l'homme de la terre, tout usé, tout cassé, blanchi lui aussi, rasé par toute la figure, la barbe un peu repoussée, drue comme ce qui reste du blé coupé dans un champ. En face de lui, dans le cadre de la portière, le visage pâle et les yeux expressifs de la révolte. Sur la face fatidique du laboureur s'inscrit l'hérédité paysanne, ses yeux sont circonspects et méfiants, le paysan est sur ses gardes, comme s'il avait rencontré un loup. Colloque rapide pendant la rencontre de hasard. Le Breton hésite à craindre et à plaindre. Son inconscience devient méditative. Dans l'œil de clair phosphore du vieux Blanqui, le pronostic est plus sûr, la comparaison plus amère : « Tu es un vieux chouan désarmé, bonhomme, un ancien vassal devenu électeur, et resté en servage dans la domesticité du laboureur à gages. Tu vis dans ta dépendance tranquille, ayant gardé ta foi secrète à ton seigneur, prenant le mot d'ordre au prône de ton curé. Tu ne sais pas mon nom, tu ne le sauras jamais. C'est tout de même pour toi que je suis parti vers le pays de l'illusion, que j'ai été blessé rue aux Ours, que j'ai fait le coup de feu en 1830, que j'ai passé ma vie au Mont-Saint-Michel, à Belle-Ile, à Corte, à Pélagie, que j'ai souffert le siège de Paris, et que je m'en vais vers la prison inconnue ou la mort secrète. Toi, tu t'es contenté pendant toute ta vie de la terre, de l'atmosphère de la mer, tu es librement sur la route, dans l'air du soir, et c'est évidemment moi qui suis la dupe. Mais tes fils retrouveront ma mémoire... »

Encore une fois, il est libre, le Vieux. Mais c'est la fin. La souffrance, la vieillesse ont triomphé de la volonté.

Dans ses dernières années, il semble avoir pris conscience de l'erreur fondamentale qui stérilisa sa vie en le conduisant aux folles tentatives. Entre la société et Blanqui il y eut toujours malentendu, et certainement le tort est du côté de l'Enfermé. Il comprit trop tard qu'il « ne faut pas essayer de faire des bonds, mais des pas humains, et marcher toujours », comme il en convint lui-même quelque temps avant sa mort.

Cette existence d'agité et de martyr fut-elle absolument stérile ? la vie de Blanqui fut-elle, comme on serait porté à le croire tout d'abord, héroïquement inutile ? Sans doute la Révolte est vaine. Il faut agir, voir juste, comprendre l'ensemble, faire des hommes et non les supprimer. On ne fait pas le bonheur d'une Société malgré elle. Mais le sacrifice est toujours fécond. Il vaut par lui-même, — et il dépasse son objet. Blanqui n'a rien changé aux rouages sociaux ; mais il s'est fait, lui ; il nous a donné un type d'énergie et de volonté inlassée.

Son exemple donnera un peu, aux générations suivantes, de cette puissance d'idéal qui le soulevait, et qui est nécessaire pour réaliser le mieux. « Non, cette vie surhumaine, de douleur consentie, de sacrifice obstiné, cette vie ne peut-être perdue. Elle a privé l'homme des joies habituelles, lui a infligé la douleur de ne pas être compris, aimé, lui a donné ce visage offensé... Mais l'exemple est acquis pour jamais. Dans le même individu ont cohabité deux sentiments égaux : la résignation, la révolte. Résigné pour lui, révolté pour tous. La résignation le met à la hauteur des plus stoïques. L'esprit de révolte du vieux Blanqui, salubre comme le sel de la mer, imprégnera l'histoire; il n'a pas voulu le bonheur, il a refusé d'être payé de son vivant. Il est même plus grand que les martyrs et les saints des religions qui n'acceptent de mourir et de souffrir qu'avec la certitude d'une vie future, d'une récompense de Paradis. Lui, ne veut être ni consolé, ni récompensé. Il accepte hautainement le sort sans l'espoir d'une rémunération. C'est le héros nouveau, d'accord avec l'idéal du siècle, d'accord avec l'humanité. »

Sa vie est donc « une œuvre, qui donne sa substance. Il a donné toute cette vie à l'esprit, il a méprisé, ignoré l'argent, et par là encore s'est attiré la méfiance et la haine. Il a été haï pour sa pauvreté, pour son absolu... On l'a maté, non vaincu, on a eu prise sur son corps, non sur son esprit. Lui, comme le rebelle de Baudelaire, a dit : Non ! je ne veux pas ! Il eut en lui, toujours, son cachot et sa tombe, y vécut fort et joyeux. »

C'est par là que la mémoire de Blanqui restera parmi les hommes. L'erreur, si grande soit-elle, ne saurait ternir la beauté du sacrifice.

M. Gustave Geffroy a fort bien fait de nous le montrer, — et il nous a donné par surcroît un chef-d'œuvre qui restera.

G. DEHERME.

Nous avons reçu :

La Clef de l'Abîme, par le Père Roussel, broch. 1 fr. (chez l'auteur, à Sanilhac, par Largentière (Ardèche). Projet mystique de réorganisation politique et sociale.

L'Ecole homicide, par Olivier Benoist (Lahure, éd., 9, rue de Fleurus). — L'auteur s'élève contre le surmenage scolaire.

Le Latin appris en 3 ans, le Grec en 2 ans, par Olivier Benoist (Lahure, éd., 9, rue de Fleurus).

La Femme et la Paix, par C... (Lisbonne).

La vie et l'œuvre d'Aug. Comte, par le Dr C. Hillemand, une br. 0.15 (Société positiviste, 10, rue Monsieur-le-Prince).

SOUSCRIPTION EN FAVEUR DE LA COOPÉRATION DES IDÉES

Pour l'Enseignement supérieur et l'Éducation éthique-sociale du Peuple

Nous avons reçu : précédemment, 538 fr. 50 ; M. P. Péquignat, 5 fr. ; M. Denoyel, 1 fr. ; M. F., 10 fr. ; M. Edmond Rousselle, 2 fr. ; M. V. Ricci, 2 fr. ; Mme Fatier, 1 fr. 50 ; Une mère française, 10 fr. ; M. L. March, 7 fr.

Pour les Universités populaires : Une mère française, 10 fr.

Le Directeur-Gérant : G. DEHERME.

Imprimerie de la *Coopération des Idées*, à MONTDIDIER (Somme).